

Dossier suivi par : Fabienne FAGETTE
f.fagette@la-cab.fr
Tél : 05.53.74.59.27

AVIS CAB PROJET D'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE
À CHEVAL SUR LES COMMUNES DE CREYSSE ET BERGERAC

Un permis de construire pour un projet de centrale photovoltaïque au sol à cheval sur les communes de Creysse et Bergerac a été déposé par la société VALECO le 20 décembre 2022.

Ce champ solaire s'étendra sur une surface de 14,1 ha- avec une puissance de 8,8 MWc pour une production de 11 400 MWh/an soit la consommation de 5 200 habitants.

Par mail du 27 février 2023, la Direction Départementale des Territoires a sollicité l'avis de la CAB sur ce projet.

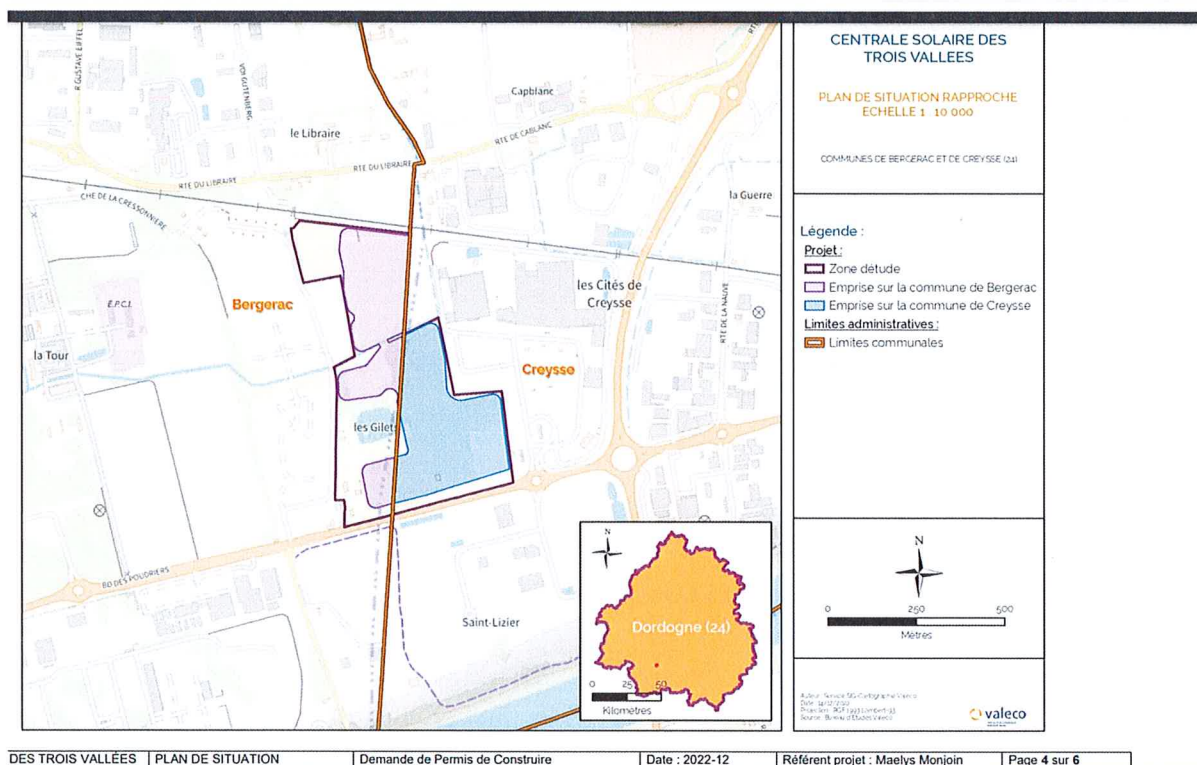
Pour rappel un comité technique à la Préfecture s'était réuni sur ce projet le 12 mai 2022, des réserves avaient été émises par les services présents et la CAB, les mairies de Creysse, de Bergerac ainsi que le Sycoteb avait à cette époque déjà émis un avis défavorable sur ce projet.

A noter que ce dossier n'est pas passé en guichet unique comme le prévoit la procédure du guichet unique des ENR.

Malgré ces avis défavorables, le bureau d'études VALECO a décidé malgré tout de déposer son dossier en décembre 2022.

1) Présentation du Projet

Le projet de champ solaire se situe sur les communes de Bergerac et Creysse au lieudit « les Gilets ».



Commune de BERGERAC	Section	Numéro de parcelles	Contenance (m²)
	AZ	24	16 123
		25	1 512
		26	3 899
		27	21 870
		91	7016
		271	22 128
	Total m²		72 548

Commune de CREYSSE	Section	Numéro de parcelles	Contenance (m²)
	AT	64	1 937
		65	58 070
	Total m²	60 007	

Le projet jouxte la « zone commerciale des 3 Vallées ». Il est enclavé entre l'aire de grand passage des gens du voyage et le parking du magasin Tridôme. Le terrain est bordé par la voie ferrée au nord et la D660 au sud.

Ce champ solaire s'étendra sur une surface de 14,1 ha - avec une puissance de 8,8 MWc pour une production de 11 400 MWh/an soit la consommation de 5 200 habitants.

2) Rappel des projets photovoltaïques présents sur le territoire de la CAB

Si effectivement la Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative au climat a fixé un objectif de 33% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national en 2030, cet objectif requiert un développement accéléré de l'ensemble des procédés de production d'énergie renouvelables dont l'énergie solaire.

Afin de répondre à ces objectifs, on peut déjà noter la réalisation d'un certain nombre d'actions sur le territoire de la CAB. En effet, plus de 31 ha d'installations solaire sont déjà implantés :

- Aménagement d'un grand champ solaire sur l'aéroport sur 16ha avec une consommation équivalente à 6044 foyers.
- Pose de panneaux photovoltaïque sur les toitures de deux grand bâtiments du site de l'Escat, propriété de la CAB.
- Installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking du siège du crédit agricole à Saint Laurent des Vignes, sur le supermarché Leclerc rue Pasteur, sur le parking et bâtiments de l'aéroport...
- Constructions de nombreux hangars photovoltaïques ces deux dernières années en zone agricole pour des agriculteurs : st Pierre d'Eyraud, Razac-de-Saussignac, Saussignac, Ribagnac, Le Fleix, Lamonzie-Saint-Martin, Sigoulès-et-Flaugeac, Monfaucon, Bouniagues, Pomport...
- Constructions de grosses serres de plus de 4ha sur Lamonzie-Saint-Martin pour une culture légumière, sur Bergerac pour les pépinières Desmartis ...
- De nombreuses installations de panneaux sur les toitures des entreprises du territoire : Sotech = 3 200m², Sarp sud-ouest = 2 500 m², SPA = 1 000m² ; 2000m² sur bâtiments commerciaux et industriels au Fleix ;
- De nombreuses installations de panneaux solaires sur les toitures des particuliers,
- Mise en place à la CAB d'une permanence mensuelle d'un point info énergie animé par le CAUE pour conseillers les particuliers,
- Des permis de construire prochainement déposés pour des champs solaires ayant recueillis un avis favorable au guichet ENR de la Préfecture sur Saint-Germain-et-Mons, le Fleix...

3) Le projet et le règlement du PLUi de la CAB

Sur Creysse ces terrains étaient à l'origine classé en zone 1AUYa dans le PLU de Creysse pour l'extension de la zone commerciale des 3V.

Depuis l'approbation du PLUi, les terrains concernés par le projet photovoltaïque sont classés en zone N du PLUi de la communauté d'agglomération bergeracoise (zone naturelle à protéger) en compensation de la conservation de l'urbanisation du secteur de la Nauve (maison médicale...)

Sur Bergerac les terrains étaient déjà classées en zone N

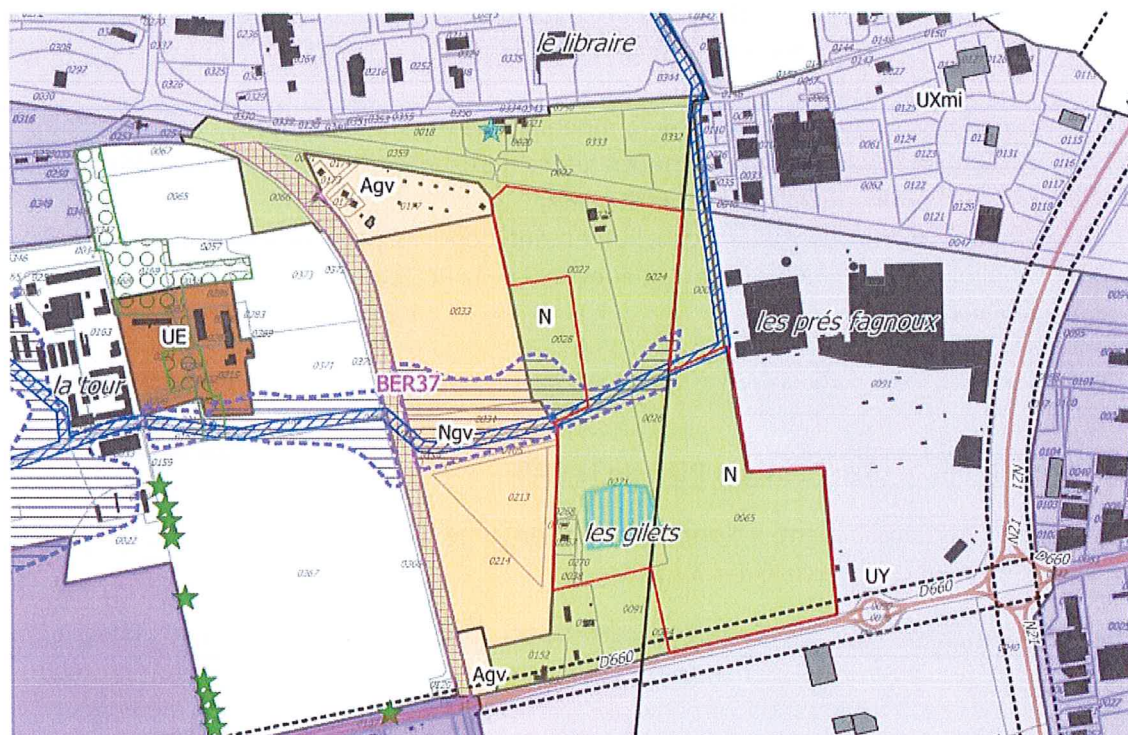
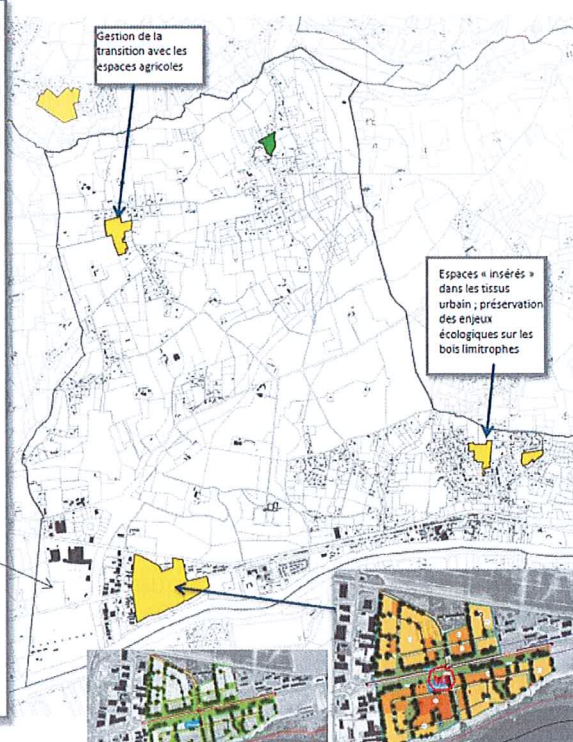
1- Création d'un nouveau quartier à l'entrée de Creysse : L'objectif est de conforter les capacités d'accueil du pôle urbain et de créer une nouvelle polarité autour de la Maison de Santé récemment construite (MS sur le plan).

Ce choix s'inscrit dans un objectif d'imaginer une nouvelle complémentarité entre centre et périphérie, afin de permettre un équilibre plus important entre ceux-ci, et de constituer un quartier mixte à proximité des pôles d'emplois principaux (Zone économique et commerciale, centre de Bergerac...) et connecté directement à la voie verte longeant la Dordogne permettant de rejoindre le centre-ville de Bergerac et le centre-bourg de Creysse.

Le programme prévoit une mixité entre équipements, services, et une offre diversifiée de logements (210 à 240 logements avec résidence senior, 25% logements sociaux, logements intermédiaires, logements individuels groupés, et habitat individuel).

Le projet fait l'objet d'une contrainte archéologique forte. Il prévoit une densité de 15 logements par ha en moyenne et porte atteinte à une coupure d'urbanisation prévue par le SCOT. Des « mesures compensatoires » sont introduites :

- en redassant en zone naturelle les terrains initialement prévus pour l'extension de la zone commerciale des 3 Vallées.
- en prévoyant des aménagements paysagers amples au sein du site de projet : le projet prévoit de larges espaces verts le long de la route et en perpendiculaire à celle-ci au sein du périmètre retenu. (Cf. Plan OAP ci-contre)



Légende

 N- Zone Naturelle

 Cours d'eau et ripisylves, à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme

 Zone inondable i1

----- Recul imposé par rapport aux routes à grande circulation et ayant fait l'objet d'une étude de dérogation en application de l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme

Le règlement du PLUi approuvé le 13 janvier 2020 indique que sur la zone N sont autorisées :

« Les installations liées aux projets de développement des énergies renouvelables dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages »

Contraintes et servitudes

Zone inondable I1 (voir plan)

Cours d'eau et ripisylves à protéger au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme

Le long du ruisseau : zone inconstructible de 20m correspondant à la préservation du ruisseau et des ripisylves.

- Emplacement réservé BER37 : pour création d'une liaison en cheminement doux sur l'ancienne voie ferrée La Tour Est

-T5 : servitude de dégagement aéronautique

Implantation champ solaire : Dérogation loi Barnier uniquement sur Creysse (distance 25m de la RD) par de dérogation loi Barnier sur Bergerac (implantation 75m de l'axe RD)

4) Un projet pourtant implanté sur des terres agricoles à forte valeur agronomique, terres alluvionnaires de la plaine de la Dordogne

Ce projet est implanté sur des terres agricoles à forte valeur agronomique.

A cet égard, il est opportun de rappeler que le SCOT en vigueur classe ces parcelles en rang 1 : soit l'excellence en terme de qualité de terres agricoles.

Rappelons que la CAB est actuellement sur un territoire d'excellence alimentaire avec un programme d'actions visant à promouvoir un plan territorial alimentaire en circuit court s'inscrivant notamment dans les exigences de la Loi Egalim en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022 qui impose 50% de produits sous forme officiel de qualité.

La collectivité s'est investie ses dernières années pour la préservation et la sanctuarisation des terres agricoles au travers de diverses actions (achat ferme des Nebouts à Prigonrieux avec Espace test, aide à la conversion de culture plein champ pour répondre à la demande de légumes bio...), mise en place d'une légumerie pour la restauration collective.


Les récents évènements internationaux et les problèmes d'approvisionnement alimentaire montrent que cette politique volontariste doit se poursuivre et que ces bonnes terres doivent être conservés pour l'alimentation, doivent servir également à l'installation de nouveaux producteurs sur nos territoires ruraux et permettre ainsi une relocalisation de notre système alimentaire tourné vers un approvisionnement local et de qualité.

La CAB souhaite prendre le temps de réflexion sur le devenir de ces parcelles en lien avec la chambre d'agriculture.

5) Un projet en «entrée de ville des communes de Bergerac et de Creysse »

Ce projet se situe dans le secteur des Gilets entrée de ville de Bergerac et de Creysse, avec une étude dérogoire à la loi Barnier.

A noter qu'un des objectifs du PADD était de requalifier ces entrées de ville.

Envoyé en préfecture le 17/01/2020
Reçu en préfecture le 17/01/2020
Affiché le 
ID : 024-200070647-20200113-D2020_004-DE

Objectif // Construire le territoire de demain en adaptant les modes d'aménagement et de développement urbains

Les orientations stratégiques

1. Promouvoir la qualité urbaine dans l'aménagement de la ville, des bourgs et des quartiers

- Valoriser les paysages, l'architecture et le patrimoine
- Economiser l'espace
- Développer une stratégie foncière
- Redonner structure et sens aux extensions urbaines
- Poursuivre les actions sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Requalifier les entrées de ville et entrées de bourgs

Or un projet de 14 ha de panneaux photovoltaïques aura inévitablement un impact paysager important en bordure de la route départementale 660 classée à grande circulation ainsi que sur la vue des maisons situées sur les côteaux du Pécharmant

De plus, cet espace naturel joue aujourd'hui un rôle d'espace tampon entre l'hypermarché Intermarché et l'aire de grand passage des gens du voyage.

6) Le projet et ses conséquences sur le ruisseau « le Pissessaume » et la zone humide

Le terrain est traversé par le ruisseau le Pissessaume, en zone inondable I1, avec une protection de part et d'autre du ruisseau inconstructible de 20m (protection au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme)

Présence d'un plan d'eau de 4500m²

Lors du comité technique du 12 mai 2022 les services de la DDT avaient émis un avis réservé

DDT-Environnement :

Confirmation : projet hors des zonages environnementaux connus.

Zone humide : à délimiter du fait de la présence du cours d'eau qui traverse le site.

Le ruisseau le Pissessaume doit être impérativement protégé, sa ripisylve constituant un corridor écologique pour certaines espèces. Une visite du site avec l'Office Français de la Biodiversité pourrait être envisagée utilement.

A ce stade du projet, il est impossible de se prononcer sur ses impacts environnementaux.

Après finalisation des études naturalistes, le projet devra faire l'objet d'une mise en œuvre rigoureuse de la séquence Éviter-Réduire-Compenser, en respectant les continuités écologiques du secteur.

DDT-Hydraulique :

Eaux pluviales / Risque Inondation : l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur ces terrains risque d'aggraver le phénomène de ruissellement en milieu urbain. Une étude hydraulique est préconisée en raison des inondations récentes dans ce secteur.

Mme Montjoin indique que des adaptations sont possibles pour prendre en compte ce risque (surélévation des panneaux, etc).

Le service GEMAPI de la CAB avait été également consulté sur ce projet . Leur conclusion était la suivante :

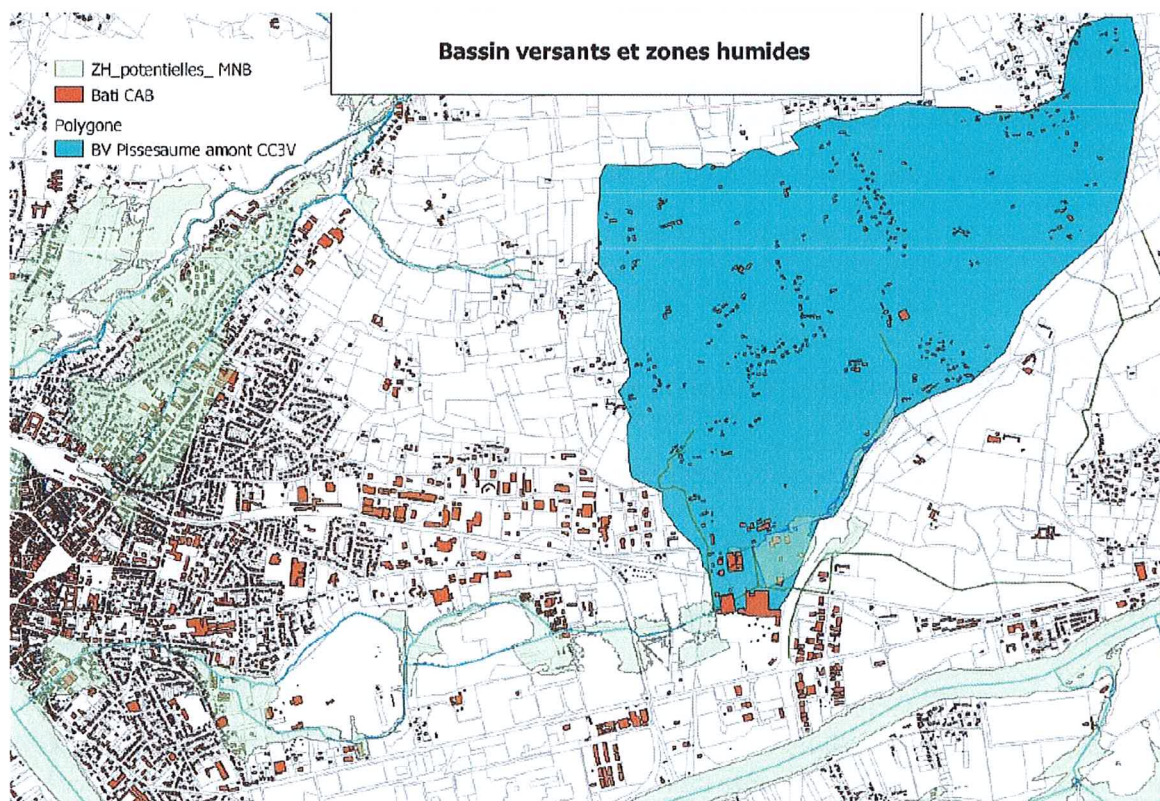
La zone concernée se situe au pied des coteaux de Pécharmant.

Le Bassin versant en ce point (jonction des écoulements le long de la RN21 et la traversée de la voie ferrée derrière Tridôme) représente une superficie de plus de 4km² avec de fortes pentes (2à 4%) provenant des coteaux de Pécharmant.

Plus globalement, le Pissessaume connaît des problématiques d'écoulement sur sa partie aval (dans la partie urbaine de Bergerac).

De nombreux témoignages font état de jardins et maisons inondées rue Toulouse Lautrec, rue Maurice Barrat, rue Anatole France, rue Rolland Garros etc. sans que nous n'ayons pour l'heure de solution à proposer.

Des investigations sont en cours (Nettoyages, inspection des parties de ruisseaux enterrés et réseaux



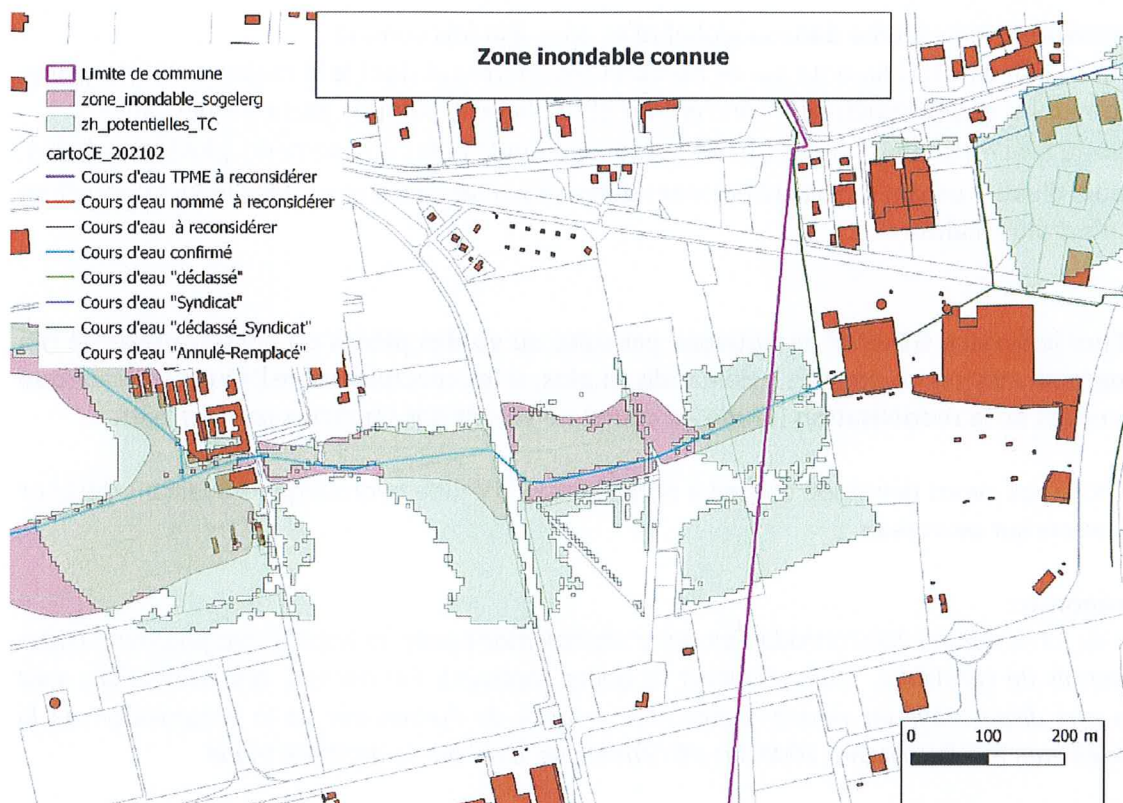
Concernant la zone du Libraire :

Zone inondable :

Dans le cadre du projet de centre événementiel, le secteur à l'aval de Piquecailloux a été étudié et diagnostiqué mais pas l'amont du cours d'eau.

Pas d'étude récente sur l'inondabilité du CC3V. Cependant des témoignages de débordement et d'inondations ont été relevés lors des épisodes de juin 2018 et en 2019.

Pas de délimitation de la zone inondable sur la commune de Creysse : La délimitation de la ZI du ruisseau a été réalisée à l'époque de la révision du POS de Bergerac en 1999 et ne concernait uniquement que le territoire de Bergerac. En conséquence nous ne connaissons pas la zone de débordement du Pissesaume sur Creysse. Cependant, au vu des données topographiques disponibles et des témoignages, une partie des terrains seraient vraisemblablement concernés.



Classement des cours d'eau :

Au titre des cours d'eau, le classement mérite d'être précisé : une incohérence dans la détermination fossé / ruisseau doit être éclaircie : Cours d'eau en amont, fossé en zone intermédiaire et cours d'eau en aval.

L'élaboration du PPG affluents rive droite de la commission Caudeau (en cours) permettra de préciser ce point.

Zones humides :

La dernière donnée disponible classe une partie de la zone en « zone potentiellement humide » (données MNB CD24).

Présence d'une mare de 4500m²

En résumé le Pissesaume peut être scindé en 3 secteurs :

- ☐ Une importante zone d'alimentation en amont,
- ☐ Une zone médiane de faible relief et pour l'heure « moins » aménagée,
- ☐ Une zone aval à forte concentration urbaine et dans laquelle la capacité hydraulique n'est actuellement pas suffisamment efficace pour éviter les débordements.

En l'absence de stratégie finalisée sur la prévention des risques et en vue de limiter l'aggravation des problématiques sur BERGERAC il semblerait important :

- ☐ De ne pas accentuer l'apport de volumes d'eau supplémentaires en aval en imperméabilisant et en artificialisant les espaces actuellement enherbés ;
- ☐ De conserver la possibilité, une fois les investigations et études mieux avancées, d'utiliser les terrains à l'aval de la voie ferrée en zone potentielle d'expansion des crues ;

☑ De considérer le Pissessaume dans sa globalité et donc à la fois comme :

- Un cours d'eau naturel alimenté par de nombreuses sources et dont le lit majeur est susceptible de tamponner les débordements en zone amont et médiane, y compris jusqu'à Piquecailloux.
- Un réseau aval fortement impacté par les aménagements et les écoulements pluviaux urbains.
- Un cours d'eau « urbain » particulièrement délaissé par ses riverains et dans lequel l'entretien courant n'est plus réalisé.

Aujourd'hui le service GEMAPI de nouveau consulté au vu des pièces du dossier présenté n'a pas changé son avis sur ce dossier. Il demande en plus, si les conclusions de l'étude hydraulique et les résultats de la modélisation (étude en cours) ne seront pas impactés par le projet.

Aujourd'hui nous avons demandé conseil à notre bureau d'étude hydraulique travaillant déjà sur le Pissessaume sur ce dossier

Voici la réponse :

Le décret du 19 novembre 2009 introduit un cadre réglementaire pour les installations photovoltaïques au sol (permis de construire, étude d'impact, enquête publique). Par ailleurs, ces installations sont soumises aux dispositions en vigueur concernant le droit de l'urbanisme et la préservation de la ressource en eau, les sites Natura 2000, les défrichements, ainsi que le droit électrique.

Concernant les obligations au titre de la loi sur l'eau, comme énoncé dans le guide ministériel des installations photovoltaïques au sol (janvier 2020) : « les projets de centrale solaire au sol ne sont, sauf terrain d'implantation très spécifique, pas concernés par la nomenclature « loi sur l'eau » et les procédures d'autorisation ou de déclarations associées. »

Trois rubriques peuvent potentiellement être déclenchées à la suite des études préalables et aux concertations avec la DDT :

- *la rubrique 2.1.5.0 s'applique dans certains cas particuliers, mais d'une manière générale les panneaux sont espacés et permettent ainsi l'infiltration de l'eau de pluie dans le sol*
- *la rubrique 3.2.2.0 peut s'appliquer pour autant que les installations soient installées dans le lit majeur d'un cours d'eau, susceptibles de ce fait de modifier l'écoulement des eaux en cas d'inondation ;*
- *la rubrique 3.3.1.0 concerne les cas de travaux qui entraîneraient l'assèchement d'une zone humide.*

Dans le cas présent, si le projet photovoltaïque n'assure pas la continuité hydraulique des eaux de l'impluvium extérieur traversant son site et/ou si le projet ne met pas en place de mesures de gestion des eaux pluviales pour compenser la création des pistes, postes, citernes, etc, il serait souhaitable que la DDT demande la réalisation d'une procédure réglementaire liée à la loi sur l'eau (rubrique 2.1.5.0 concernée), en complément de l'étude d'impact.

7) PROPOSITIONS DE LA CAB :

La CAB pourtant favorable à l'installation de champs solaires sur son territoire, ne souhaite pas l'installation d'un champ solaire sur ce site et propose deux alternatives à ce projet.

- Installation d'ombrières sur le parking et la toiture de l'hypermarché (1705m2) Intermarché jouxtant le projet
- Un projet similaire a été présenté récemment à la mairie de Bergerac le 13 janvier 2023 pour un champ solaire situé à 200m de ce site sur le site EURENCO permettant d'alimenter en électricité le même nombre d'habitants

Le projet Eurenco – Bergerac à date

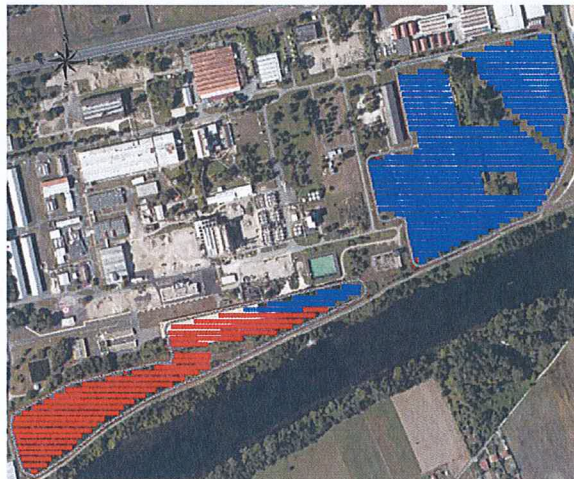
Puissance de 16,71 MWc*

dont 5 en **autoconsommation** et 11,71 MWc en **injection**

Implantation en deux entités distinctes :

Zone ouest de 5,5 ha

Zone est 10 ha



* Soumis à évolution en fonction du résultat des études



Quelques données chiffrées*

Autoconsommation

Energie produite année 1 (MWh)	Taux d'autoproduction (%)	Taux d'autoconsommation (%)
6 227	25,6	79,4

• Proposé à l'AO CRE autoconsommation

Injection

Energie produite année 1 (MWh)	Equivalent logements (nombre)**	Equivalent logements de Bergerac (%)
15 800	6 659	39,5

• Proposé à l'AO CRE « Centrales au sol » - cas 3

* Soumis à évolution en fonction du résultat des études

** Consommation électrique spécifique moyenne d'un logement : 2228 kWh/an (ADEME, Rte - 2021)



8

AVIS SUR CE DOSSIER :

- **compte tenu** des nombreux projets photovoltaïque déjà présents et à venir avec un projet similaire en réflexion sur le site EURENCO à proximité sur Bergerac
- **compte tenu** de la situation de ces très bonnes terres à exploiter pour l'agriculture , en entrée ville, sur des terres qui ne sont pas ni dégradés , ni artificialisés sur lesquelles la CAB souhaite réfléchir pour l'avenir
- **compte tenu** de la situation de ce terrain naturel jouant le rôle de zone tampon entre le centre commercial et l'aire d'accueil des gens du voyage
- **compte tenu** de l'absence d'un « dossier Loi sur l'eau » déposé sur ce dossier

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise pourtant favorable à l'implantation de champ solaire sur son territoire est fortement hostile à un champ solaire à cet endroit, elle réfléchit actuellement avec le Sycoteb sur des sites plus appropriés et partagés par tous, aussi elle émet aujourd'hui un avis défavorable sur le permis de construire pour l'implantation d'un champ solaire sur ce site.

A noter que les villes de Bergerac et de Creysse partagent ce point de vue et ont déjà envoyé leurs avis défavorables à la DDT .

27 MARS 2023

Le Président de la CAB

Frédéric DELMARES

